

Séance du 04 juin 2026

Date de la convocation : 29/05/2026

Date d'affichage convocation : 29/05/2026

Nombre de Membres		
en exercice	présents	Pouvoirs
32	28	4
VOTE		
POUR	CONTRE	ABSTENTION
32	0	0

N°2026-06-105

**Révision de l'Autorisation de
Programme / Crédits de Paiement
(APCP) – travaux eaux usées –
budget assainissement collectif**

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

L'an deux mille vingt-six et le quatre juin à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au siège de l'établissement, en salle de délibérations, sous la présidence de Monsieur Thierry FÉLINE, Président, en exercice.

Présents : Mme ALBECQ-MEGIAS Noémie - Mme ANDRÉ-SCANAVINO Chantal - Mme ANJO Marine - Mme BONFIGLIO Guylène - M. BREYSSE Cédric - M. BROUSSES Philippe - Mme CAUQUIL-HUGON Christel - Mme CAVAILLÉ Nathalie - Mme CHANRON Nicole - Mme COMBE Florence - M. CREICHE Jean-Philippe - M. CRESPE Charly - M. DUMONT Christophe - M. EHRET Yves - M. FÉLINE Thierry - M. FILHOL Jean-Pierre - M. LAPISARDI Christian - Mme LASHERMES Sandy - M. MANCEL Thierry - Mme MARCHAND Cristel - M. MORRA André - Mme MOURRUT Pascale - M. PAPY David - M. PÉLISSIER Laurent - Mme PELLEGRIN-PONSOLE Sophie - Mme PIMIENTO Corinne - M. RAMS Joachim - Mme SCOLLO-OGIER Martine.

Absents ayant donné pouvoir : M. BONATO Cédric pour M. FÉLINE Thierry - M. BUSSAC Yannick pour M. BREYSSE Cédric - M. MARTI Alain pour Mme PELLEGRIN-PONSOLE Sophie - Mme VANDERBISTE Carine pour Mme MARCHAND Cristel.

Secrétaire de séance : M. CRESPE Charly.

Mme Sandy LASHERMES, Vice-Présidente, expose :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,
- Vu les statuts de la Communauté de communes Terre de Camargue,
- Vu la délibération n°2024-03-27 du Conseil communautaire du 28 mars 2024 relative à l'autorisation de programme pour les travaux eaux usées– budget assainissement collectif, et ses révisions :
 - Délibération n°2025-03-37 du Conseil communautaire du 27 mars 2025,
 - Délibération n°2025-09-147 du Conseil communautaire du 25 septembre 2025.

Par délibération n°2025-09-147 susvisée, le Conseil communautaire a révisé l'autorisation de Programme / Crédits de paiement (APCP) pour les travaux eaux usées– budget assainissement collectif afin de tenir compte de l'avancement des différentes opérations de travaux en cours.

Le dernier phasage délibéré des CP 2024 à 2026 est le suivant :

Montant global de l'AP : 7 388 174,33 € HT soit 8 865 809,20 € TTC répartis comme suit :

🗳️ CP 2024 :	1 118 336,30 € HT soit 1 342 003,56 € TTC
🗳️ CP 2025 :	3 679 414,40 € HT soit 4 415 297,28 € TTC
🗳️ CP 2026 :	2 590 423,63 € HT soit 3 108 508,36 € TTC.

La révision présentée tient compte des paiements réalisés en 2025 : elle permet d'actualiser les crédits de paiement au réel. Ainsi, il est proposé de réviser l'AP/CP de la manière suivante :

Montant global de l'AP : 7 388 174,33 € HT soit 8 865 809,20 € TTC répartis comme suit :

🗳️ CP 2024 :	1 118 336,30 € HT soit 1 342 003,56 € TTC
🗳️ CP 2025 :	3 406 705,00 € HT soit 4 088 046,00 € TTC
🗳️ CP 2026 :	2 863 133,03 € HT soit 3 435 759,64 € TTC

Les dépenses résultant de cette opération seront imputées au budget eaux usées - section investissement - opération 76.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- D'adopter la révision de l'Autorisation de Programme/Crédits de paiement (APCP) pour les travaux eaux usées dans les conditions ci-dessus évoquées ;
- D'autoriser le Président à signer toutes les pièces à intervenir et prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cet acte.

**Le Secrétaire de séance,
Charly CRESPE**



**Pour copie conforme,
Fait à Aigues-Mortes, le 05 juin 2026
Le Président,
Thierry FÉLINE**



Le Président :

- Certifie, sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

- Informe qu'en vertu du décret n° 83-1025 du 28.11.1983, concernant les relations entre l'administration et les usagers - (J.O. du 03.12.1983) modifiant le décret n° 65-25 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter de la présente publicité et/ou notification